

MARCHE BLANCHE

300 000 Belges dans la rue

BRUXELLES (AFP, AP) — À l'occasion d'une rare manifestation de solidarité entre les Wallons francophones et les Flamands parlant le néerlandais, les Belges ont marché par dizaines de milliers à Bruxelles, hier, pour marquer dans le calme leur colère face à la défaillance des institutions, autour des familles d'enfants disparus ou victimes de la pédophilie.

Une expression qui veut construire, pas détruire

Devant le succès de cette manifestation, le premier ministre belge Jean-Luc Dehaene a estimé hier soir pouvoir « éviter » une grave crise politique en Belgique.

« La façon dont le citoyen s'est exprimé est une expression adulte qui veut construire et qui ne veut pas détruire. C'est une force, une énergie qu'il faut maintenant utiliser pour accélérer les choses », a-t-il déclaré à la télévision privée RTL-TV.

M. Dehaene avait auparavant promis une prochaine révision de la Constitution pour mettre fin à la politisation des promotions dans la justice belge, où les postes sont attribués en fonction de quotas entre les partis et sur la base de l'étiquette des magistrats.

La « Marche blanche » en mémoire des enfants disparus a réuni 325 000 participants, selon les organisateurs, et 250 000 selon le ministère de l'Intérieur belge, faisant de cette marche l'une des plus importantes manifestations de l'histoire de la Belgique.

Dans la soirée, des centaines d'adultes



Une véritable marée humaine a envahi les rues de Bruxelles.

Voir BELGES en A2 >

Bob Rae affirme que Chrétien a laissé battre Johnson aux élections de 1994

Le pm du Canada préférerait affronter Parizeau au référendum

MICHEL VASTEL
Le Soleil

L'ancien premier ministre de l'Ontario, Bob Rae, affirme dans ses mémoires que le chef du gouvernement fédéral, Jean Chrétien, a volontairement contribué en 1994 à la défaite de Daniel Johnson parce qu'il pensait pouvoir battre Jacques Parizeau

dans le référendum qui suivrait.

Dans son livre « From Protest to Power », publié la semaine dernière (Penguin Books), Bob Rae parle longuement de ses difficiles relations avec Jean Chrétien, « un homme très partisan: il était pratiquement impossible de percer la carapace triomphaliste dont il s'entoura après sa victoire », dit-il.

L'ancien premier ministre raconte qu'au cours de l'été de 1994, il a passé une soirée à la résidence d'été du premier ministre fédéral et l'a trouvé « curieusement ambigu à propos des chances de réélection de Daniel Johnson. Bob Rae affirme que Jean Chrétien lui a dit, ce soir-là: « D'une

Voir RAE en A2 >

Collision avec un orignal



STÉPHANE VERREUILT, COLLABORATION SPÉCIALE

Quatre personnes ont été blessées légèrement lors de la collision de leur voiture avec un orignal. Il était environ 2 h hier lorsque l'animal s'est précipité au beau milieu de l'autoroute 20 est, entre les sorties de Saint-Étienne et Saint-Rédempteur. La femelle, d'une taille assez impressionnante, est morte sur le coup.

HÔTEL RADISSON Entente, mais le conflit se poursuit

CLAUDETTE SAMSON
Le Soleil

QUÉBEC — Les employés syndiqués de l'hôtel Radisson ont beau avoir entériné à 71,5% l'entente de principe survenue samedi entre leurs représentants et ceux de la partie patronale, ils estiment toutefois que le conflit de travail qui sévit depuis le 1er août dans cet établissement n'est pas réglé.

Hier, le porte-parole syndical Jacques Chamberland refusait de crier victoire et ce, même si le projet de convention acceptée répond à toutes les demandes

Voir ENTENTE en A2 >

Pas de vacances pour les chômeurs

Ottawa veut récupérer 200 millions auprès de ceux qui se sont absentés du pays

VINCENT MARISSAL
Le Soleil

■ MONTRÉAL — Des dizaines de milliers de Canadiens recevront bientôt un souvenir tout aussi inattendu que désagréable de leurs dernières vacances. Le fédéral récupérera en effet quelque 200 millions \$ auprès des chômeurs qui se sont absentés du pays au cours des trois dernières années tout en continuant de toucher des prestations.

La direction de l'intégrité des programmes du ministère du Développement des ressources humaines s'apprête à retracer et pénaliser les chômeurs qui ont pris des vacances hors du pays depuis 1993, a appris LE SOLEIL.

Ils seraient environ 150 000 et devront rembourser plus de 200 millions \$, dont le tiers au Québec, d'après un projet-pilote mené par le ministère l'été dernier.

Les enquêteurs du chômage ont trouvé une véritable mine d'or dans le formulaire E-311, ce petit carton blanc apparemment anodin que tout voyageur remplit dans l'avion avant de le remettre aux douaniers.

Il y a sur ce petit formulaire tout ce qu'il faut pour démontrer qu'un chômeur se faisait doré la pilule à l'étranger alors qu'il déclarait être en recherche active d'un travail ici: la durée et les dates du voyage, le

150 000
personnes
devront
rembourser
le chômage

lieu, et la signature du voyageur, un avis de culpabilité en bonne et due forme pour les enquêteurs du chômage.

À partir du nom inscrit sur la carte, le couplage des fichiers d'ordinateurs permettra de déterminer si un prestataire d'assurance-chômage s'est bel et bien absenté pendant qu'il recevait ses chèques.

Environ 3,5 millions de Canadiens voyagent hors du pays chaque année, le ministère dispose donc de quelque dix millions de formulaires E-311 dans ses banques pour la période 1993-96. La vérification ne se limitera pas aux dossiers « actifs » mais aussi aux dossiers « dormants » d'expatriés.

« Il y a sûrement des gens qui vont tomber des nues, mais personne ne pourra être surpris de devoir payer

Voir VACANCES en A2 >

RÉGIONAL



Renfloué

Après plusieurs tentatives, le Jean-Annie a été renfloué.

PAGE A 3

LE CANADA

Militaires

Quatre soldats canadiens dans l'eau chaude à Budapest

PAGE A 6

LA MÉTÉO



Maximum 11, Minimum 4

Nuageux, venteux et frais. Possibilité d'averses. Demain: pluie intermittente. Détails page C 2

QUÉBEC, 100e ANNÉE, NO 291
FLORIDE, 1,60 \$ US
MONTRÉAL, OTTAWA 70c PLUS T.P.S. T.V.Q.
60c PLUS T.P.S. T.V.Q.

PAQUET NISSAN
Super taux de financement
3.8%
Renseignements sur place
3680, boul. de la Rive-Sud, L'Aviss 838-3838

RAE Doute

Suite de la Une

certaine manière, ce serait mieux pour moi d'avoir affaire à un Jacques Parizeau impopulaire plutôt que de me retrouver plus tard face à un Bouchard très populaire. Je peux battre Parizeau dans un référendum. Mais bien sûr, j'espère que Johnson va gagner.»

Bob Rae doute carrément de la sincérité de Jean Chrétien à ce sujet. Il raconte qu'il a tenté de convaincre le premier ministre fédéral de régler l'épineuse question de la formation de la main d'œuvre, mais celui-ci ne semblait pas dans l'état d'esprit de vouloir négocier.

IL AURAIT PU GAGNER

« Daniel Johnson ne pouvait pratiquement que compter sur lui pendant la campagne électorale de 1994, conclut Bob Rae. Je suis convaincu que si Jean Chrétien avait voulu démontrer une plus grande ouverture au changement, Johnson aurait pu gagner. Mais ce ne fut jamais sérieusement envisagé à Ottawa où on avait virtuellement tiré un trait sur les chances de Daniel Johnson. »

Le premier ministre de l'Ontario, particulièrement amer lorsqu'il évoque ses relations avec Jean Chrétien, relève qu'il n'y avait pas de place pour les sentiments avec « le petit gars de Shawinigan ». Le frère de Bob Rae, John, était pourtant l'organisateur en chef du pm fédéral.

« Quand il a vu, par les sondages, que nous étions très impopulaires, explique Bob Rae, Chrétien a jugé qu'il n'était plus nécessaire de traiter avec mon gouvernement, qu'il n'avait plus besoin de moi. Il a tout simplement attendu que mon gouvernement se fasse battre en pensant qu'il se retrouverait face à des libéraux plus complaisants... »

On sait que ce sont les Conservateurs de Mike Harris qui ont finalement remporté les élections de 1995 en Ontario, ce qui n'a finalement pas rendu la tâche plus facile aux Libéraux fédéraux!

ENTENTE Mouvementé

Suite de la Une

importantes des employés. Grosso modo, cela veut dire que la direction de l'hôtel du boulevard René-Lévesque renonce à imposer un gel salarial de trois ans, et qu'elle accepte le statu quo sur les vacances et les congés fériés alors qu'elle voulait les diminuer. Il a été impossible d'obtenir la version patronale.

Pour sa part, expliquait en fin de journée Jacques Chamberland, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) ne considérera le conflit réglé que lorsqu'il y aura eu entente sur le protocole de retour au travail. Celui-ci devra comporter l'abandon de toutes les poursuites intentées contre des employés au cours de ce conflit et la garantie que tout le monde rentrera au travail sans représailles.

Les syndicats continueront donc de faire du piquetage devant l'hôtel jusqu'au règlement de cette question.

ENTENTE

Selon les informations fournies par le porte-parole de la FTQ, le projet de convention accepté hier est d'une durée de trois ans, alors que la direction du Radisson-des Gouverneurs en demandait cinq, dont trois avec gel de salaire. Les employés de l'hôtel, qui en sont à leur première grève depuis l'ouverture il y a une vingtaine d'années, vivent un tel gel depuis maintenant cinq ans.

La partie patronale aurait finalement consenti des hausses de 5,5% pour les trois prochaines années, réparties ainsi: un montant forfaitaire de 1,5% du salaire de 1995 dès la signature de la convention, et des augmentations de 1% les 20 octobre 1997, 20 avril 1998, 20 octobre 1998 et 20 avril 1999.

La direction renoncerait également à ses demandes de réduire le temps de vacances d'une semaine par année et de faire passer le nombre de congés fériés de 12 à 7.

« C'est un revirement complet de position », commentait hier M. Chamberland. De 180 à 240 employés, selon les saisons, bénéficieront de ce nouveau contrat de travail.

L'entente intervenue samedi a été en-

terinée en après-midi hier, lors d'une assemblée générale spéciale des employés qui s'est tenue à l'hôtel Ramada.

CONFLIT MOUVEMENTÉ

Selon le porte-parole de la FTQ, ce conflit est davantage dû au pourrissement des relations de travail qu'à des questions purement monétaires.

Bien qu'elle se soit en règle générale déroulée dans l'ordre, la grève a jusqu'ici été marquée par des montées de tension suffisamment fortes pour que les parties en appellent aux forces policières.

Des oeufs ont notamment été lancés par des employés excédés face à des agents de sécurité jugés provocants. La direction a accusé les syndicats d'avoir lâché dans l'établissement une vingtaine de souris, dont « certaines enceintes », ce que les principaux intéressés ont toujours nié.

La partie patronale a également recouru à la justice pour faire limiter le nombre de piqueteurs devant l'hôtel.

De son côté, le syndicat a porté plainte au ministère du Travail, estimant que les agents de sécurité, qui travaillent en sous-traitance, effectuaient des tâches dévolues à ses membres.

Selon M. Chamberland, une première visite d'un enquêteur du ministère aurait permis de relever 112 infractions aux dispositions de la loi anti-briseurs de grève, et une deuxième, environ 120. Ces informations n'ont pu être contrôlées hier.

« Pour nous, relate le syndicaliste, le conflit a fait ressortir un problème majeur, celui des agents de sécurité. » Selon lui, la compagnie les embauchant, Services W. Leclerc inc., enregistrée en février 1996 par William Leclerc, n'a jamais eu de permis octroyé en vertu de la loi régissant les agents de sécurité. Lors d'une démarche de l'employeur en cour, M. Leclerc s'est donc présenté comme directeur des services à la clientèle, et les agents de sécurité sont devenus des préposés au service à la clientèle. Or, ces fonctions devraient relever du syndicat, selon M. Chamberland.

BELGES Rencontre des familles

Suite de la Une

tes et d'enfants étaient toujours massés dans les gares de la capitale, attendant de pouvoir regagner leurs domiciles aux quatre coins du pays dans l'un des nombreux trains spéciaux mis en service pour l'occasion.

Les manifestants étaient venus en famille, vêtus de blanc ou arborant des ballons, des drapeaux ou des fleurs de la couleur de l'innocence à la demande des familles organisatrices de cette marche.

« Je viens de recevoir un message de Julie et elle est très fière de vous », a lancé à la foule, très ému, Jean-Denis Lejeune, dont la fille est une des plus jeunes victimes du pédophile Marc Dutroux. Rappelons que six filles de 8 à 19 ans ont été prises en otages par celui-ci. Quatre en sont mortes et deux ont pu être libérées par des policiers. Au moins huit disparitions d'enfants demeurent encore inexplicables en Belgique.

« Solidarité », « sympathie », « espoir », étaient les mots de réconfort qui dominaient dans les rangs des marcheurs, dans une ambiance familiale de gigantesque promenade du dimanche, comme l'avait souhaité les organisateurs.

Le premier ministre Jean-Luc Dehaene, très critiqué pour n'avoir pas écourté ses vacances en Sardaigne en août alors que la Belgique découvrait avec horreur les agissements de la bande de Dutroux, a eu dans l'après-midi un entretien avec les familles des victimes du pédophile et celles d'enfants toujours portés disparus.

Outre l'annonce d'une révision de la Constitution, il a réitéré ses promesses que l'enquête sur l'affaire Dutroux

serait menée à terme sans « entraves (...) du côté politique ».

« Quels que soient les noms qui puissent apparaître dans ces enquêtes, il faut aller jusqu'au bout », a-t-il assuré dans la soirée à la télévision publique RTBF, répondant aux rumeurs sur l'implication éventuelle de hautes personnalités belges dans le réseau pédophile de Dutroux.

Le chef du gouvernement a par ailleurs promis aux parents de créer en Belgique avant la fin de l'année un centre européen de regroupement des informations sur les enfants disparus, à l'image de celui existant depuis 1984 aux États-Unis.

Le premier ministre s'est en outre engagé à « rétablir l'équilibre entre la défense des victimes » et celle des criminels, selon la soeur de Loubna Benaissa, une fillette de 9 ans disparue depuis août 1992.

Les parents, qui se sont montrés globalement satisfaits de leur rencontre avec M. Dehaene, l'ont toutefois mis en demeure de « tenir sa parole ». Sinon « il en paiera les conséquences », a averti Jean-Denis Lejeune.

Les familles avaient exigé hier du premier ministre qu'il prenne rapidement des mesures pour rétablir la confiance des Belges dans leurs institutions.

« Pour rétablir la confiance, il faut que les responsabilités soient prises, que des sanctions soient prises, que des têtes tombent en clair », avait souligné lors d'un débat télévisé la soeur de Loubna.

« Il ne faut pas seulement un responsable sur cent », a-t-elle ajouté, en estimant qu'il est urgent « de se bouger pour récupérer les enfants qui sont peut-être encore vivants quelque part en train de souffrir ».



Une petite fille au cœur de la manifestation.

NUMÉROS CHANCEUX

SÉLECT 42

tirage du 19-10-96
5-9-19-21-23-37
(complémentaire)

1

mise-tôt
11-22-27-41

EXTRA

710940

LA QUOTIDIENNE

tirage du 20-10-96

8-0-1

1-2-3-8

6/49

tirage du 19-10-96

5-13-19-31-40-43
(complémentaire)

11

EXTRA (tirage du 20-10-96)

501423

BANCO

tirage du 20-10-96

3-5-16-17-19-20-22-25-32-35-37-39-
41-54-58-59-62-64-65-66

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A

La Capitale 3 à 5
Le Québec et le Canada 6 et 7
Le Monde 8

CAHIER B

Questions d'argent 1 à 8
Automobile 1, 4 et 5
Opinions 6 et 7

CAHIER C

Télé Magazine 1 et 2
Arts et spectacles 3 à 4
Votre agenda 4
Ce soir à la télé 2
Annonces classées 5 à 8
Décès 8 et 9

CAHIER D SPORTS

Claude Larochelle 1
Statistiques 2 et 4
Jeux et B.D. 7 et 8

SERVICES

Abonnements 686-3344
Annonces classées 686-3311
Carrières et Professions 686-3270
Promotion 686-3342
Publicité Détaillants 686-3435
Publicité générale 686-3270
Rédaction 686-3394
Renseignements 686-3233

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division du Groupe Unimédia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, Chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: c.p. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000 rue Hugues-Randim, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.

VACANCES Remboursement

Suite de la Une

une amende, c'est largement connu que l'on ne peut aller en vacances pendant que l'on est au chômage », a indiqué au SOLEIL Michel Rivest, coordonnateur des projets d'enquêtes et de contrôles.

Le projet-pilote de 1995 a permis de détecter 257 cas de fraudes sur 16 800 vacanciers, ce qui permettrait de récupérer 340 000 \$ en trop-payés et en amendes.

Par conséquent, on estime à 200 millions \$ les trop-payés et les amendes qui découleront de l'analyse des 10 millions de cartes blanches. La majorité des vacances découvertes à date ne dépassent pas deux ou trois semaines. La loi du chômage prévoit le remboursement du montant perçu plus une amende équivalente à ce montant pour une première fraude, à deux fois le montant reçu en cas de récidive et jusqu'à trois fois pour les incorrigibles.

Les fautifs n'auront pas intérêt à nier, la signature au bas du formulaire constitue une preuve, donc un nouveau chef d'accusation. Même chose

pour une personne qui a nié avoir pris des vacances devant un enquêteur.

Au chômage, on se défend de succomber au charme de Big Brother, soulignant simplement que les honnêtes citoyens n'ont rien à craindre des enquêtes.

Un chômeur peut s'absenter, mais il doit en aviser son agent qui verra à couper la prestation durant cette période. « On n'est pas supposé aller en vacances en Floride quand on reçoit de l'assurance-chômage, c'est connu », souligne M. Rivest.

Le E-311 pourrait révéler d'autres secrets au fil des recherches. Outre les coordonnées, la destination et le montant des achats faits à l'étranger, le formulaire demande si le motif du voyage était le plaisir ou les affaires. Comme on ne peut pas être à la fois en affaire et au chômage, les enquêteurs s'attendent à trouver là quelques surprises.

Le même contrôle aux postes frontières terrestres est peu probable parce que beaucoup plus difficile à appliquer. Les voyageurs passent en effet trop rapidement à la douane, surtout en période d'affluence.

Les fautifs
n'auront
pas
intérêt à
nier

Le E-311
pourrait
révéler
d'autres
secrets

Bottes d'hiver

UNE CHAUSSURE DE QUALITÉ SUPÉRIEURE



POULIOT

= Des professionnels qui ajustent la bonne pointure selon les exigences de vos pieds

= Une variété de styles élégants pour hommes, femmes et enfants

= Peut contenir une orthèse



LA OÙ CHAUSSURE ET SANTÉ VONT DE PAIR

2990, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy 652-0100

Avant d'aller au garage, passez chez nous !



Claude Doyon
directeur du service
après-vente



André Arnold
conseiller au service



Michel Guillemette
conseiller au service



Robert Pitre
conseiller au service



Bruno Demeules
conseiller au service

L'ACCUEIL au service après-vente

... Vous êtes en panne ?
... Un petit accrochage ou
un malheureux accident ?

N'hésitez pas à nous appeler.
On s'occupe de vous tout de suite
Vous servir, c'est un plaisir.

Avant d'affronter toutes les rigueurs de l'hiver, les experts de l'atelier de service de Marlin Chevrolet Oldsmobile vous recommandent de faire effectuer une mise au point complète de votre voiture, ainsi qu'une vérification minutieuse de la batterie. Profitez de cet appel pour prendre rendez-vous.

Une simple précaution qui vous évitera bien des ennuis inutiles au cours de la saison froide.

MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE INC.

2145, boul. Charest Ouest
Québec
688-1212

Goodwrench
Service Plus

LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS

SAINTE-ANNE-DES-MONTS

Le Jean-Annie remis à flot



Samedi après-midi: les curieux sont nombreux à observer les manoeuvres.



Passé minuit samedi, la cabine émerge, le navire entreprend sa remontée.



Hier matin, le Jean-Annie était renfloué. Restait à évaluer l'ampleur des dégâts...

HENRI MICHAUD

Collaboration spéciale

■ SAINTE-ANNE-DES-MONTS

— Après moult tentatives, le Jean-Annie, un crevettier de 65 pieds, a finalement été retiré des eaux du fleuve, dans la nuit de samedi à hier. Le navire d'acier avait sombré mardi.

« Je suis content de le voir enfin hors de l'eau, a confié au SOLEIL Jean-Guy Langlois, propriétaire du navire. Ma pire crainte était de voir le mazout, ou l'huile hydraulique, s'échapper du navire et causer ainsi une importante marée noire. » Le bateau contenait plus de 41 000 litres de produits pétroliers lors de son naufrage.

Les dommages sont importants. « Il faudra vraisemblablement remplacer tous les appareils électriques et électroniques, refaire l'isolation du navire et réviser les trois moteurs. Mais rien n'empêchera, à mon avis, mon bateau de naviguer à nouveau. » Selon M. Langlois, les dégâts dépasseront les 250 000 \$. Une autre source parle plutôt de 400 000 \$.

PARTICULIÈREMENT ARDU

Pour sa part, Denis Servant de la Société d'expertises maritimes gaspésiennes soupirait d'aise en voyant le crevettier sortir lentement de sa fâcheuse position. « Le renflouage a été particulièrement difficile. Le navire faisait eau de partout et nous avions beau pomper, il se remplissait presque aussi rapidement. Il nous reste maintenant à évaluer les dégâts et à lancer un appel d'offres pour le radoub. » Pas moins de trois entreprises seront vraisemblablement sur les rangs.

Entreprises jeudi, les manoeuvres de renflouage ont donné un premier signe encourageant vers 13 h 30, samedi. L'arrière du bateau s'est légèrement soulevé tandis que l'avant est demeuré sur le fond. Durant un moment, certains ont même craint que le crevettier se couche sur son flanc. Un chargeur sur roues, une puissante remorqueuse

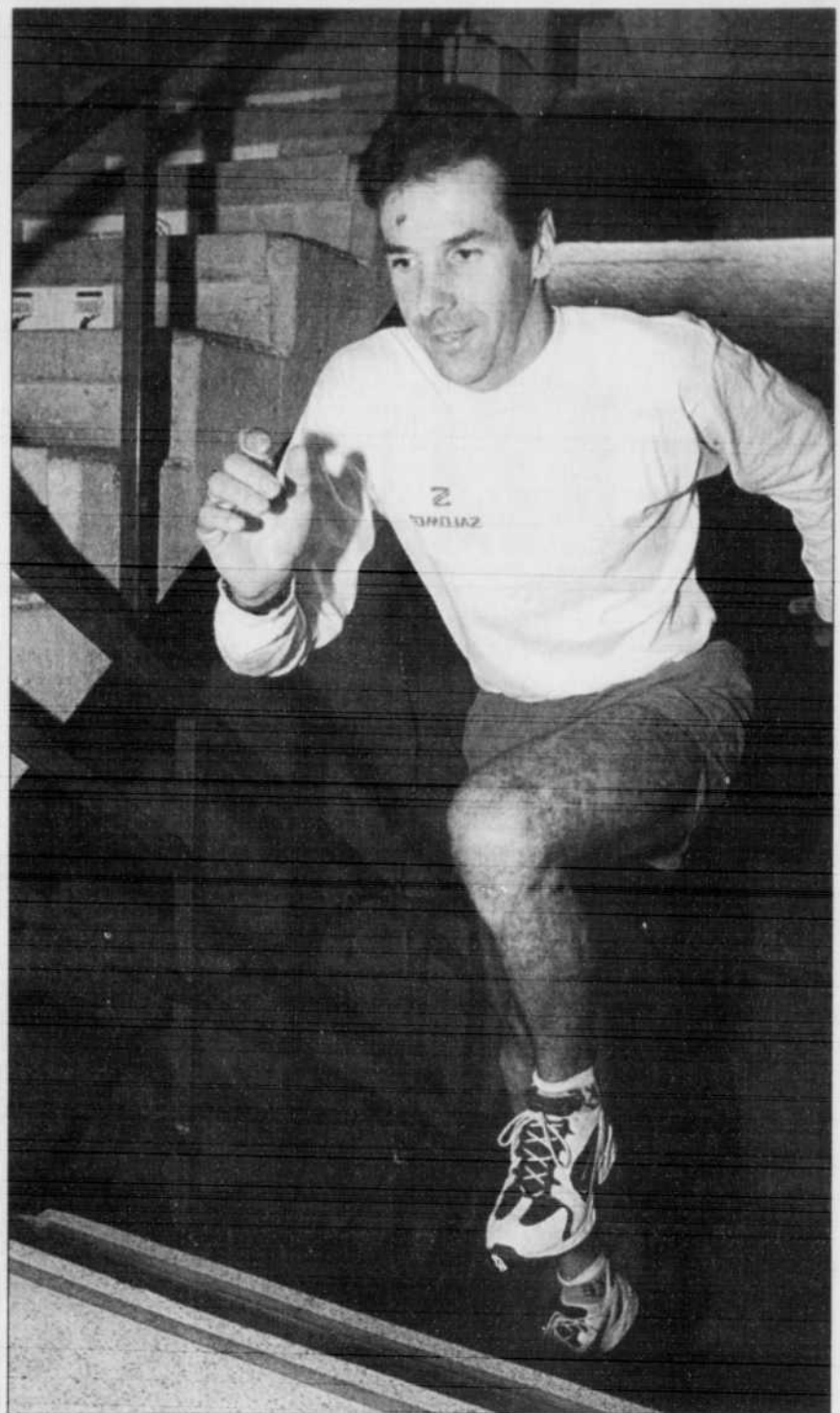
Les dégâts pourraient atteindre 400 000 \$

et un autre navire, le Manic III ont alors été appelés en renfort pour stabiliser le Jean-Annie.

Dix heures plus tard, l'ajout d'une troisième pompe et la marée basse ont permis aux experts d'obtenir des résultats significatifs. Le haut de la cabine a émergé de l'eau puis le navire, malgré une forte gîte, a entrepris une lente remontée. Deux heures plus tard, le bateau de 130 tonnes, stabilisé, flottait à nouveau.

Le pompage s'est poursuivi jusqu'à trois heures hier matin. Le propriétaire du navire estime que le poids de l'eau qui a envahi le navire était supérieur à celui du bateau lui-même.

Le crevettier de 65 pieds, évalué à plus d'un million \$, a coulé mardi, en avant-midi, lors d'une forte tempête. Amarré au quai de Sainte-Anne-des-Monts, le bateau a brisé trois câbles de nylon, deux de 7,5 cm et un de 5 cm, avant de sombrer. Personne n'était à bord au moment du naufrage.



Pierre Harvey, président d'honneur du Défi, s'est lancé lui-aussi à l'assaut des 650 marches de la tour du complexe G.

650 marches en 2 minutes 30!

350 amis des diabétiques relèvent le défi du « G »

MARIE CAOUPETTE

Le Soleil

■ QUÉBEC — D'un pas normal, un individu en santé peut gravir les 31 étages du complexe G, le plus haut édifice administratif du gouvernement à Québec, en sept ou huit minutes. Gravier au pas de course, la tour peut être vaincue en deux minutes trente!

Combien cela vous prend de temps, à vous? C'est le défi que lançait hier à la population l'association des diabétiques de Québec. On attendait 300 à 350 braves dont la montée était chronométrée.

Gilles MacDonald, un bénévole de l'association, a monté l'an dernier les 650 marches du « G » trois fois de suite! Hier, il veillait à la sécurité des volontaires pour cette journée baptisée « Défi G ». M. MacDonald minimisait son exploit en mettant en relief celui d'un autre participant qui l'a fait dix fois de suite, ne buvant qu'un verre d'eau entre chaque montée...

Bref, il fallait avoir de bonnes jambes pour suivre les amis des diabétiques hier. On pouvait tenter la montée dans l'une des trois catégories: participation, compétition (record de vitesse pour une montée) et endurance (nombre de montées successives).

Cette journée constitue l'une des trois ou quatre activités annuelles de cueillette de fonds de l'association. Le Défi G apporte environ 15 000 \$.

Précisons que les fonds amassés servent uniquement aux diabétiques de la région de Québec, regroupés dans une association totalement indépendante de la maison-mère provinciale.

Qu'en fait-on? Des comptoirs de dépistage préliminaires se tiennent dans les centres commerciaux; l'association publie aussi cinq ou six bulletins d'information par année pour ses 1350 membres; on donne des conférences sur des sujets présentant un intérêt pour cette clientèle ainsi que des cours sur la manipulation des appareils de contrôle du diabète.

L'association soutient enfin financièrement les activités d'un centre de jour pour les diabétiques âgés et un séjour de vacances pour les plus jeunes qui a lieu, chaque été, au Camp Trois-Saumons.

On estime que plus de 50 000 personnes sont atteintes du diabète dans la région de Québec et qu'il y en aurait environ 350 000 dans la province.

36 mois seulement...C'est plus LOGIQUE que de financer 4 longues années AILLEURS!

CAVALIER 97 (Z22)



36 mois seulement

* Location 36 mois, 60 000 km. Taxes et transport en sus; préparation incluse.

199\$*

1815\$ comptant

227\$*

9005\$ comptant

252\$*

aucun comptant

LUMINA VAN 96



7 pass., 6 cyl, 3,4 L, 7 sièges indépendants, climatiseur, vitres teintées, régulateur de vitesse, etc.

299\$*

Par mois 36 mois

* Location 36 mois ou 72 000 km. Comptant 22135 ou échange équivalent. Taxes et transport en sus; préparation incluse.

Avant d'acheter comparez les prix

MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.2145, boul. Charest Ouest
Ste-Foy, Québec

(418) 688-1212

Le plus vaste choix en province

SAINT-GEORGES

Brassard sera au Forum sur le partenariat

Le ministre québécois des Affaires intergouvernementales, Jacques Brassard, participera au premier forum national des gens d'affaires, des élus et des élus municipaux francophones du Canada qui se tiendra à Saint-Georges de Beauce, du 31 octobre au 3 novembre. Conférencier invité, M. Brassard sera accompagné de son homologue du Nouveau-Brunswick, le ministre Bernard Richard. Le forum réunira quelque 250 participants qui, sous le thème du partenariat, examineront les opportunités dans les secteurs du tourisme, des technologies de l'information, de la valeur ajoutée, des structures de développement économique et de l'accès au capital. L'événement sera présidé par M. Raymond Dutil de Procycle. L.D.



Jacques Brassard

SAINT-JOSEPH

Sursis pour un agresseur sexuel

Reconnu coupable d'agression sexuelle, André Morin, 47 ans, de Saint-Georges, a obtenu un sursis de sentence au palais de justice de Saint-Joseph. L'individu, qui a dû payer une sur-amende de 35\$, sera en probation avec suivi pour les trois prochaines années. Préposé à la maintenance du Services des loisirs depuis 1975, Morin qui avait agressé une employée en janvier, a été congédié à l'automne par la municipalité de Saint-Georges. L.D.

RIVIERE-DU-LOUP

Incendie criminel

Un incendie d'origine plus suspecte a détruit une résidence unifamiliale inoccupée au petit jour hier. Le feu s'est déclaré vers 6h30 à l'extérieur de la résidence du 45, rue Saint-Marc, à Rivière-du-Loup, en arrière. La maison était en rénovation et devait être reprise par ses propriétaires à compter de cette semaine. Quelque 25 pompiers de Rivière-du-Loup ont travaillé quatre heures mais n'ont pas réussi à sauver la maison. Les dommages sont d'environ 50 000\$. C.S.

QUÉBEC

Jeûne contre la pauvreté



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

La députée bloquiste de Québec, Mme Christiane Gagnon, et le sociologue Camil Bouchard, co-auteur du dernier projet de réforme de l'aide sociale au ministère de la Sécurité du revenu, ont partagé, hier, le jeûne à relais, au pain et à l'eau, que mènent des grévistes dans l'église Jacques-Cartier du quartier Saint-

Roch de Québec. Lancée par un organisme communautaire de Québec, le Carrefour de pastorale en monde ouvrier, cette initiative se veut une protestation contre la misère et la pauvreté dans laquelle se vivent un nombre de plus en plus élevé de Québécois. Des jeûneurs se relaient aussi, en même temps, dans d'autres villes du Québec. Ce mouvement de solidarité se terminera par une manifestation de, organisée par le milieu syndical et communautaire, le 29 octobre à Montréal, à la veille du Sommet économique qui rassemblera le gouvernement, les syndicats et les gens d'affaires. M. C.

CAP-ROUGE

Deux ados arrêtés

Deux mineurs âgés de 12 et 13 ans ont été arrêtés par les policiers de Sainte-Foy relativement à l'incendie qui a endommagé deux autobus scolaires de la compagnie Robitaille, rue Provencher à Cap-Rouge, le 27 septembre. Des dommages d'environ 16 000\$ avaient alors été enregistrés. L'arrestation des deux jeunes adolescents de Cap-Rouge s'est effectuée à la faveur d'un autre méfait, qui a conduit à un interrogatoire serré des policiers. Ils comparaitront devant le Tribunal de la jeunesse. C.S.

Pas de comptant initial. Pas de dépôt de sécurité. Transport inclus.

PAS D'ATTRAPE!

neon



1997

SEULEMENT 297\$*

PAR MOIS

(Location, terme de 30 mois/aucun comptant initial)

Neon Highline 4 portes 1997

- climatiseur • boîte automatique
- coussins de sécurité
- direction assistée
- freins assistés à disques à l'avant



- moteur 2 litres, 16 soupapes, 132 chevaux
- habitacle avancé
- radio am/fm stéréo
- et plus encore!

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.

750 \$ AUX DIPLOMÉS

Remise en argent additionnelle de 750 \$ à l'achat du véhicule Chrysler 1997 de votre choix en plus de tout autre rabais offert. Cette offre se termine le 31 décembre 1996.



Programme d'aide pour handicapés physiques

Tous les détails chez le concessionnaire.

VOTRE CONCESSIONNAIRE

CHRYSLER

QUELQU'UN DE FIABLE

* Tarif mensuel établi d'après la description du véhicule ci-haut avec l'ensemble 220. Immatriculation, taxes et assurances en sus. Sous réserve de l'approbation de Crédit Chrysler Canada Ltée. Le premier versement mensuel sera exigé. Rachat non requis. Location pour usage personnel. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 51 000 km, au taux de 9¢ le km. Offre d'une durée limitée. Chez les concessionnaires participants. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre et avoir à commander.

65 emplois tiennent à un « oui » de Québec

ROMAIN PELLETIER
Collaboration spéciale

■ MATANE — Si le gouvernement du Québec et les instances régionales disent oui au Centre d'actions concertées de travaux d'utilités socio-économiques (CACTUS), la corporation Action-Travail région de Matane pourra créer au moins 65 emplois au cours des trois prochaines années.

Jusqu'à présent, 54 municipalités rurales, organismes communautaires et sociaux appuient ce projet qui doit être présenté lors du Sommet socio-économique du Québec prévu à la fin du mois.

« Chacun et chacune sont disposés à participer aux frais généraux (charges sociales et frais d'encadrement) », précise le coordonnateur du projet, Guy Charest. Depuis le début de l'été, il y a consacré 16 semaines avec Yolande Cloutier grâce à une aide financière d'environ 20 000\$ du ministère de la Sécurité du revenu.

COÛTS DU PROJET

Pour sa première année, CACTUS a besoin d'un budget de fonctionnement de 1 213 650\$, soit 843 390\$ provenant du gouvernement du Québec, 226 000\$ des instances régionales (Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent, Secrétariat audéveloppement des régions, Régie régionale de la santé et des services sociaux, etc.) et 144 260\$ des organismes pourvoyeurs d'emplois.

Ce qui devrait être suffisant pour créer 60 postes plus cinq autres pour l'encadrement. Les premiers à en profiter seraient des prestataires d'aide sociale, des chômeurs et des sans-emploi qui ne reçoivent aucune prestation.

Par le biais de CACTUS, Action Travail région Matane entend favoriser le développement local, consolider l'axe de développement du tourisme et des activités récréotouristiques, se préoccuper de la situation des jeunes et soutenir la vie communautaire.

CACTUS se caractérise par une gestion centralisée et concertée de la main-d'oeuvre, la mise sur pied d'un comité-conseil représentatif pour son fonctionnement, l'instauration d'un programme intégré de formation et la mobilité de la main-d'oeuvre entre les différents organismes pourvoyeurs.

CACTUS prévoit mettre sur pied un atelier de production pour créer des emplois et ainsi bénéficier de la rentrée de fonds autre que ceux de l'État. Pour le moment, il est question de développer un produit à base de plastique recyclé en collaboration avec l'entreprise Récupération Matane.

Action-travail région Matane souhaite la mise en place d'une campagne de souscription pour aider les organisations démunies à profiter de CACTUS. Finalement, la corporation veut offrir un service de location de main-d'oeuvre pour le secteur privé.

Garde-à-vous!

Le soldat a un gros problème sur les bras: il doit tuer du monde. Il ne le fera pas nécessairement, mais c'est pour ça qu'il existe. Bien sûr qu'il se court souvent des naufragés, qu'il prête parfois son concours à l'organisation de certains rassemblements populaires, qu'il nettoie sa caserne, qu'il fait de la *drill* et qu'il joue de la musique. Mais il existe d'abord pour tuer du monde.

C'est pour faire la guerre que l'armée existe d'abord. C'est donc pour faire la guerre que le soldat existe d'abord. Et il le sait très bien. Posez la question à n'importe lequel, il va vous dire: je ne suis pas là que pour ça, on fait beaucoup d'autres choses aussi, mais oui, le but ultime c'est de faire la guerre. Demandez-vous seulement ceci, tiens: y aurait-il des soldats s'il n'y avait jamais de guerre?

Pour pouvoir tuer, ça prend une pré-

paration, un entraînement, une disposition mentale. Précisément ce qu'on enseigne et transmet aux soldats, partout dans le monde. Ne perdez pas de temps, les gars, tirez le premier, sinon... Bien sûr que l'autre gars a une maman, un papa, peut-être une femme et des enfants. Mais c'est vous ou lui. Alors, vite!

Camille, Richard, Michel, d'anciens chums de jeunesse, pourraient tous vous le dire un à un: à la guerre comme à la guerre.

Donc, ce que l'armée s'escrime à former, sans jamais insister là-dessus bien entendu — surtout pas —, ce sont des tueurs potentiels. Des gars, et maintenant des filles, qui, le cas échéant, seront capables de tirer vite. En voyant ou pas leurs ennemis. En appuyant sur une gâchette de fusil ou sur une manette de lance-missiles aériens.

Et nous autres, on est bien content d'avoir des gars et des filles prêts à



Alain Bouchard

nous défendre si on est attaqués; et parfois même avant d'être attaqués. Merci les boys, lâchez pas! Vous aurez des médailles.

Puis voilà que tout à coup, on se scandalise parce que des soldats se plongent le nez dans la *marde* lors d'une initiation, qu'ils maltraitent des soldats somaliens, qu'ils trafiquent l'administration quand ils sont commandants. Mais mon Dieu que l'armée est vilaine! Ne pourrait-on pas avoir des soldats qui ont un peu plus de classe?

J'sais pas, moi, des soldats qui, par exemple, éviteraient de regarder leur victime en la tuant; ça ferait moins cochon. Des soldats qui pourraient être un peu plus polis: pardonnez-moi, monsieur le Serbe, et permettez-moi d'ailleurs de vous souhaiter longue vie au paradis, mais désolé, je dois vous flamber la cervelle. Des soldats humains, honnêtes, transparents. Des commandants qui auraient passé leur vie à apprendre le camouflage, la diversion, le mensonge et la manipulation pour gagner la guerre, mais qui, hors la guerre, seraient de parfaits petits scouts.

Qu'est-ce que c'est de mettre son nez dans la merde, en manger même, à côté de tuer du monde? Ça vous dégoûte? Et alors, voir tuer du monde? Qu'est-ce que c'est, falsifier des documents, mentir devant une commission d'enquête, à côté de tuer du monde? Ça vous écoëure? Et alors, voir tuer du monde?

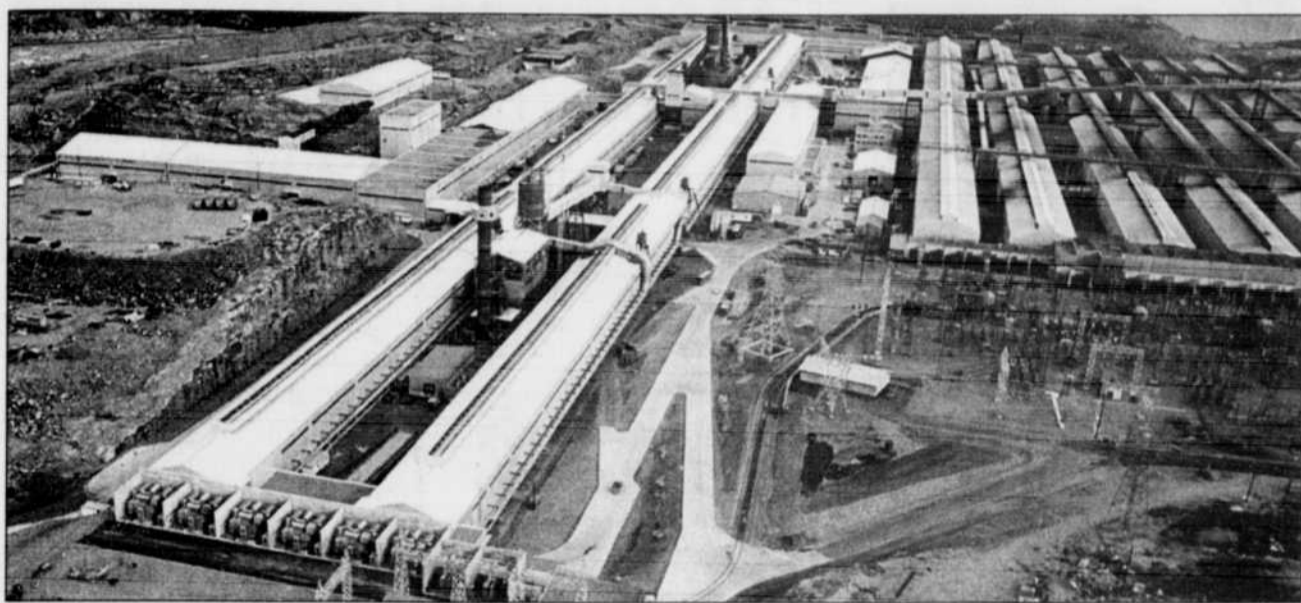
Vous trouvez que nos soldats sont mal élevés? Tiens, allez-y, vous autres, les gens bien élevés, tuer du monde à leur place! Vous allez voir que c'est cool.

Le plus gros problème du soldat, ce n'est pas d'être mal élevé, tricheur, menteur, c'est d'être soldat. C'est de devoir tuer du monde, comme je vous disais au début.

Camille, Richard, Michel n'étaient pas des ordinateurs dans lesquels on pouvait cliquer le fichier guerre, à un moment donné, puis, l'instant d'après, le fichier intellectuel-de-bonnes-manières-sobre-et-homme-rose-pratiquant-la-méditation-transcendantale-et-le-chant-grégorien. Ils étaient des gars, avec un seul logiciel dans le ventre, toujours le même, dans la caserne ou hors de la caserne.

Ils sont *roffes*, tes chums, m'avait un jour dit une bonne petite fille du couvent Bon-Pasteur.

Bien sûr, c'était leur métier.



Les 80 salles à manger et locaux de l'aluminerie de Baie-Comeau (photo) ne pourront plus être utilisés pour dormir.

Une usine, pas un dortoir!

Les employés de Reynolds ne pourront plus s'offrir un somme pendant leurs quarts de travail

ANNIE ST-PIERRE
Collaboration spéciale

■ BAIE-COMEAU — La direction de la société Reynolds à Baie-Comeau n'entend plus tolérer davantage que ses employés s'accordent quelques heures de sommeil pendant leurs quarts de travail en utilisant des locaux de l'usine comme dortoir. Une pratique répandue depuis plusieurs années qu'il est impératif de corriger, vient de faire savoir la haute direction de l'aluminerie à ses 2200 travailleurs.

C'est le directeur général des installations de Baie-Comeau, M. Gilbert Savard, qui vient de faire parvenir une directive interne à tout le personnel de l'usine à l'effet que les 80 salles à manger et autres locaux de l'entreprise « ne sont pas construits et équipés pour être utilisés comme dortoir ».

La note, dont le SOLEIL a obtenu copie, indique que la présence de ces 80 salles à manger dans l'aluminerie a engendré « un problème majeur » jusqu'au fil des ans, la vocation de ces locaux a été convertie en dortoir pendant certaines heures de la journée ou de la nuit.

La direction veut ainsi mettre un frein à la pratique plutôt répandue dans certaines grandes entreprises qui veut que plusieurs travailleurs s'accordent des heures de sommeil

pendant leur quart de travail. « Le respect de cette directive nous aidera à mettre fin à un plus grand problème encore qu'est celui du sommeil planifié, c'est à dire le comportement que plusieurs personnes ont adopté pour effectuer leur tâche à un rythme démentiel, au détriment de la qualité, afin de s'aménager des heures de sommeil », écrit M. Savard.

Ce dernier insiste aussi sur le fait que les salles à manger de l'aluminerie doivent être toujours éclairées et accessibles en tout temps pour le personnel. « À plusieurs endroits de l'usine, les locaux sont convertis en dortoir à tel point qu'il devient impossible

de les utiliser pour se faire à manger », révèle la correspondance.

La direction invoque également l'aspect sécurité en cas d'incendie ou d'urgence pour justifier cette intervention. M. Savard ajoute même que « cette pratique, non généralisée, est suffisamment répandue pour compromettre le progrès de l'usine en matière de qualité et de prévention des accidents ».

LE SYNDICAT FURIEUX

C'est la première fois que la direction de Reynolds intervient à ce chapitre parmi ses 2200 travailleurs de Baie-Comeau qui gagnent un salaire moyen de 22 \$ l'heure. Les syndiqués n'ont pas apprécié cette démarche du directeur général et ont répliqué par quelques moyens de protestation.

Une source indique que l'exécutif syndical n'a pas encore analysé cette position et que les relations de travail deviennent tendues d'autant plus que l'employeur vient d'annoncer qu'il réduira de 4% les heures supplémentaires à compter de l'an prochain.

Plusieurs travaillaient à un rythme démentiel afin de s'aménager des heures de sommeil

EST DU QUÉBEC

Rejet unanime du plan Trudel

Capucins, Cap-Chat, Sainte-Anne-Des-Monts et Tourelle disent non au projet de fusion

HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

■ SAINT-ANNE-DES-MONTS — Les élus municipaux de Capucins, Cap-Chat, Sainte-Anne-des-Monts et Tourelle sont unanimes: tous rejettent le regroupement proposé par le ministre Rémi Trudel.

Pour le maire de Capucins, André Harrison, les résidents de sa localité ont tout à perdre dans ce projet gouvernemental. « Quel sera le poids de notre communauté de 290 habitants dans la MRC de Matane et la région administrative du Bas Saint-Laurent mais nous refusons le scénario actuel ».

Le maire de Sainte-Anne-des-Monts, Laval Lévesque, qui dénonce le caractère « obligatoire » de l'exercice, a demandé « le retrait de la ville du projet de regroupement tel que présenté ». Selon M. Lévesque, « l'imposition de ce regroupement est un exercice antidémocratique ». Une fusion avec Tourelle, à l'est, lui semblerait plus naturelle.

Dans une prestation colorée devant la commission de consultation sur le regroupement municipal, le maire de Tourelle, Gérard Robinson, a lui-aussi, dénoncé la carte du regroupement. « Comment un parti, ou un gouvernement, peut-il demander aux citoyens de trouver une nouvelle identité alors qu'il n'a pas encore trouvé la sienne? Il devrait plutôt élaborer une stratégie de mise en commun des services via des ententes municipales. »

TAXE DE VENTE

À Cap-Chat, où plus de 80 résidents ont déjà été consultés, les citoyens s'opposent également au projet. Selon le maire Jean-Yves Bérubé, « la démar-

che proposée n'est qu'une façon, pour le gouvernement, de réparer les erreurs passées. Il faut plutôt songer à des solutions novatrices pour la délégation de certains services. » À l'instar de son collègue tourellois, le maire Bérubé, a réclamé une partie de la taxe de vente

afin de financer le développement économique local.

À l'unanimité, les maires craignent que la « nouvelle communauté », qui regrouperait 74 % de la population de Denis-Riverin, sonne le glas de la MRC. « La nouvelle ville jouira d'une force politique qui viendra déséquilibrer la MRC », estime le préfet Magella Emond.

Le scénario de regroupement, proposé le 30 mai par le ministre Trudel, est donc rejeté du revers de la main, quels qu'en soient les délais.

Jadis unies, les municipalités de Cap-Chat et de Sainte-Anne-des-Monts se sont séparées en 1884. À plusieurs reprises depuis, les gestes posés par des élus annemontois et capuchiens ont soulevé l'ire de leurs voisins. Même si les relations sont maintenant plus cordiales, les souvenirs de situations désagréables sont encore bien vivants dans l'esprit de nombreux contribuables.

«Il faudrait songer à des solutions novatrices»

né à l'autre, listes s'attendent à la berline nda soit trouble, toujours ntretien, tout- timble. Ce s'attendent pas toujours, n tirent orgueil. Mais e qui fait que d'une voiture économique aisance? Sa z et raffinée? habitacle et spacieux roulement à is doux et nique? Ou e son moteur int, aux per- nées, relevées e toute évi- , il n'y a seul moyen pourquoi les i d'une la en sont si en conduire me. Dès le roccabus de a Civic, nous iorité tran- rit et le com- st. Les plus ls de l'habit- vic sont pas conçus et ent disposés r le plaisir de u r e- lement, le stérieur de la

Civic relève d'une vérité bien connue et toute simple: chaque être humain a besoin d'espace vital. D'un espace sportif offert ainsi un dépaysement pour les épaules et la tête qui assure une complète liberté. De plus, grâce à son

long empattement, la Civic réserve beaucoup de place aux passagers à l'avant comme à l'arrière. Bien droit l'assise au hasard à l'intérieur. La carrosserie rigide de la Civic con-

tribue à la rendre plus sûre, plus maniable et plus agréable que jamais. Les tissus et la moquette de haute qualité qui

la garnissent sont extrêmement durables et très confortables. En outre, des matériaux d'insonorisation et de ren-

forcement concourent à son roulement remarquablement

silencieux. Avec une suspension indépendante à deux leviers triangulés aux quatre roues et un dispositif de direc-

vive qu'une a qu'elle néj courbes serr scribe dans l d'autoroute i d'aisance qui les chemins r réponse; un sien qui tire plus récents la matière. La sède, à l'avari rier; une su deux leviers ressemblant méprenant à voitures à Honda qui régulierement course Indy C

Pour... j encore à la f et au plaisir d duire, la Civ équipée direction acr lère et Ban seurs Honda progressive s'adaptent au ment aux routières. Il excellent vitesses, poi puissance du transmette e aux roues. manuelle à ci de la Civic p trent ses rapr met d'e l'essence. Pe la boîte aut quatre rap exceptionn



BERLINE CIVIC EX 1997
CONÇUE ET CONSTRUITE SANS CONCESSION

LOCATION EN TÊTE
CIVIC 1997

268 \$*

PAR MOIS, LOCATION DE 48 MOIS
VERSEMENT INITIAL DE 845 \$, PDSF DE 19 395 \$ 1

Équipement de la berline Civic EX: Ensemble optionnel spécial comprenant système de freins antiblocage (ABS) et climatisation sans CFC • Deux coussins gonflables • Boîte automatique • Suspension indépendante à 2 leviers triangulés aux 4 roues • Barre stabilisatrice avant • Direction assistée • Glaces, rétroviseurs et serrures électriques • Programmeur de vitesse • Colonne de direction réglable • Chaine AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes et 4 haut-parleurs • Banquette arrière à dossier rabattable 60/40 • Télécommande du coffre • Moulures de protection latérales • Pneus toutes saisons de 14 po • Enjoliveurs intégrés • Compte-tours

Offre d'une durée limitée. Programmes de financement sans versement initial également offerts. 1 888 9-HONDA-9

*Location-bail offerte exclusivement par Honda Canada Finance Inc. Offre portant sur la berline Civic EX (modèle EJ668V) 1997 neuve. Versement mensuel de 268\$ pendant 48 mois pour un total de 12 864 \$. Un versement initial de 845 \$ ou échange équivalent, la première mensualité ainsi qu'un dépôt de garantie de 325 \$ sont exigibles. Des programmes de financement sans versement initial sont également offerts. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 10 ¢ le kilomètre excédentaire. Sujet à l'acceptation du crédit. Transport et préparation (750 \$) ainsi que taxes, assurance et immatriculation en sus. Option d'achat au terme de la location (consulter le concessionnaire à ce sujet). Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Transport et préparation (750 \$) ainsi que taxes, assurance et immatriculation en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Veuillez vous renseigner chez un concessionnaire Honda.

LE QUÉBEC LE CANADA



L'appareil s'est écrasé à proximité des résidences

Un Navajo s'écrase au N.-B.

Le pilote et ses sept passagers tués sur le coup

■ EEL RIVER CROSSING, N.-B. (PC) — Huit personnes sont mortes, dimanche midi, dans l'écrasement d'un bimoteur américain dans une petite ville du nord du Nouveau-Brunswick.

L'appareil, un Piper Navajo de la société Telford Aviation, de Waterville, dans le Maine, s'est écrasé tout près de résidences à Eel River Crossing, une petite localité située près de Charlo. L'accident n'a fait aucune victime au sol.

L'avion, parti de Port-Meunier, sur l'île d'Anticosti, se dirigeait vers Bangor, dans le Maine. Selon la police, le pilote aurait communiqué par radio qu'il éprouvait des ennuis mécaniques peu de temps avant que ne se produi-

se la tragédie. Le Piper Navajo tentait de gagner l'aéroport de Charlo, tout près, lorsqu'il a commencé à perdre de l'altitude. Le bimoteur a survolé une rangée de maisons avant de s'écraser dans cette petite ville de la côte du Nouveau-Brunswick.

L'inspecteur de la GRC Jim Payne a déclaré que toutes les victimes étaient américaines, plusieurs d'entre elles étant des policiers du Massachusetts qui revenaient d'un voyage de chasse au chevreuil sur l'île d'Anticosti.

Monique Drapeau était chez elle lorsqu'elle a entendu l'avion exploser presque dans sa cour. « J'ai couru pour porter secours mais il n'y avait rien à faire », a-t-elle raconté plus

tard, encore tremblante. « Je pouvais voir un homme dans les flammes mais je n'ai pu m'approcher de l'avion. »

Elle s'est alors précipitée chez elle mais tremblait trop pour composer le numéro d'urgence. « J'ai crié à un voisin d'appeler une ambulance et trois à cinq minutes plus tard, ils étaient ici. Mais on ne pouvait plus rien faire. »

Selon Michael Whalen, un pompier volontaire, il était clair dès le départ qu'il n'y avait aucun survivant dans l'épave de l'appareil.

Mme Drapeau se dit très chanceuse d'avoir échappé à la tragédie. « L'avion aurait pu s'écraser sur ma maison ou même sur le garage - il y a de l'essence là-dedans. »

Le bimoteur a survolé des maisons avant de s'écraser

Dumont défend son virage à droite

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU (PC) — Que les gens veuillent étiqueter l'Action démocratique comme un parti de droite ou de centre-droite, Mario Dumont ne s'en soucie guère. Il préfère dire que son parti propose des solutions qui feront souffler sur le Québec « le plus grand vent de changement du dernier quart de siècle ».

Le congrès d'Action démocratique a pris fin hier à Saint-Jean-sur-Richelieu, consacrant ce que plusieurs ont vu comme une affirmation de la tendance à droite du parti: réduire de 25% la taille de la fonction publique, restreindre le rôle de l'État, diminuer les taxes, abolir la sécurité d'emploi absolue dans la fonction publique, etc.

Les membres d'Action démocratique n'ont visiblement guère apprécié que les médias apposent une étiquette de droite sur leur parti, même si leur chef lui-même disait vouloir s'inspirer de l'approche du premier ministre ontarien Mike Harris. Dimanche, nombre d'interventions au micro visaient à se défendre d'être de droite, malgré les résolutions adoptées en ce sens.

M. Dumont a eu peine à se distancier de cette étiquette. « Il n'y a rien de mal à être de droite. Au niveau économique, nos propositions sont plus de ce côté-là, mais sur certaines questions, on est plus un parti centriste », expliquait-il aux journalistes, lors d'une conférence après le congrès. S'il repousse l'étiquette de droite, c'est à cause des éléments moraux qui y sont souvent rattachés, comme le retour de la peine de mort et le racisme, dit-il. Ces éléments-là n'apparaissent nulle part dans le programme de l'ADQ.

M. Dumont juge « plus important d'expliquer ce qu'on veut faire » aux électeurs, et eux jugeront à partir des propositions avancées. Le chef de l'ADQ promet rien de moins que « le plus grand vent de changement du dernier quart de siècle » sur le Québec.

La recherche médicale devra s'orienter vers les personnes âgées

MARIE CAOUPETTE
Le Soleil

■ Le nombre croissant de personnes âgées entraînera la médecine à mener de plus en plus de recherches sur les problèmes qui les affectent plus particulièrement, selon le Dr Fernand Labrie, directeur du Centre de recherches du Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ), qui prenait la parole hier devant les participants au 25e congrès de l'Association canadienne de gérontologie.

Selon le Dr Labrie, la recherche est sous-financée au Canada par rapport aux États-Unis en terme de dollar par habitant; le Canada se classe 15e dans le monde.

Bien qu'ils « tuent » de moins en moins, au fil des ans, les accidents cardio-vasculaires restent encore la principale cause de mortalité chez les gens âgés devant les diverses formes de cancer et les maladies de l'appareil respiratoire. Le cœur est responsable de 40% des décès tandis que le cancer s'en voit attribuer environ 20% et les poumons plus ou moins 10%.

Parmi les cancers, celui du poumon est en très forte progression et la cigarette à elle seule est la cause dans 30% des cas. Tous cancers confondus, un Canadien sur trois en souffrira au cours de son existence et un sur cinq n'y survivra pas, poursuivait le médecin dans un tableau de l'état actuel de la situation.

Les deux cancers les plus fréquents sont celui du sein et de la prostate qui représentent ensemble 41% de tous les cancers aux États-Unis et 20% des décès.

De plus en plus, la médecine devra se tourner vers la biologie moléculaire et la génétique pour comprendre et traiter les cancers, selon le Dr Labrie.

Le corps humain compte de 80 000 à 100 000 gènes différents dans chaque cellule; c'est à la fois la source de l'individualité et la cause de plusieurs maladies. Chaque individu porte en effet 10 à 20 gènes défectueux sur les 3000 qui sont responsables de maladies génétiques. Dans 8% des cas, les cancers sont d'origine génétique et se transmettent de génération en génération.

Déjà, les chercheurs ont identifié deux gènes, le BRCA1 et le BRCA2, qui sont responsables de 4% des cancers du sein. Le cancer du sein touche maintenant une femme sur huit ou neuf. Les femmes qui portent les gènes défectueux ont un risque qui croît avec l'âge de faire ce type de cancer: le risque atteint 80% à 80 ans.

Outre les gènes défectueux transmis par la famille, d'autres gènes interviennent dans le développement des cancers. 500 des 80 000 à 100 000 gènes sont responsables du

contrôle de la division cellulaire et peuvent subir des modifications qui provoqueront l'accélération de cette division.

En fait, il se produit des milliers de bris sur les gènes à chaque minute, raconte le Dr Labrie. Ceux-ci sont la plupart du temps réparés par les enzymes chargés du contrôle cellulaire mais certaines erreurs leur échappent parfois. Pourquoi? On ne sait pas, dit-il. Mais il y a une erreur de copie d'un gène une fois sur 100 millions.

Les hormones mâles et femelles sont responsables d'un grand nombre de cancers dont celui de la prostate et du sein. Le Centre de recherches du CHUQ travaille depuis huit ans à un médicament visant à bloquer l'effet de ces hormones, indiquait le Dr Labrie.

Dans le cas des cancers de la prostate, certains se posent la question s'il vaut la peine de traiter une personne de 70 ans, enchaînait le chercheur. Oui, répondait-il, si l'on considère les douleurs importantes du malade et le temps sur lequel s'étire ce cancer. Le traitement hormonal, tout comme la radiothérapie, sur une longue période, empêchent les rechutes. D'un point de vue préventif, il faut traiter le plus rapidement possible pour bloquer l'émigration des cellules cancéreuses vers l'extérieur de la prostate. Le traitement devient beaucoup plus difficile lorsqu'elles s'attaquent aux os, disait-il.

Par ailleurs, la diminution des hormones mâles et femelles s'accompagne, en contrepartie, d'une augmentation du phénomène de l'obésité tant chez l'homme que la femme. Or, celle-ci fait croître le risque d'accident cardio-vasculaire. Ce risque est plus marquée chez les femmes. Que choisir? On ne peut tout gagner en même temps, philosophe le médecin.

Nouveau coup dur pour l'armée

Quatre militaires canadiens impliqués dans une agression à Budapest

■ BUDAPEST, Hongrie (AP, PC) — Quatre militaires canadiens servant au sein de la force de maintien de la paix dépêchée en Bosnie sous l'égide de l'ONU ont stoppé un véhicule, en ont battu le conducteur et agressé la passagère avant que deux d'entre eux ne soient arrêtés par la police, vendredi à Budapest, a révélé hier un quotidien hongrois.

Selon Mai Nap, l'incident s'est produit tard vendredi dans le premier district de la capitale hongroise.

Le bureau de liaison avec les médias du quartier général de la Défense nationale, à Ottawa, a confirmé hier par voie de communiqué qu'« un incident impliquant des soldats canadiens présentement en mission en Bosnie-Herzégovine est survenu durant la nuit de vendredi à Budapest en Hongrie ».

« Les autorités policières locales et le personnel du contingent canadien sont à enquêter afin de déterminer la nature exacte des événements », a-t-on ajouté dans le communiqué, précisant que la capitale hongroise était un « site de repos et de loisirs pour le personnel canadien déployé en Bosnie-Herzégovine ».

De plus amples informations seront fournies aussitôt que cette affaire aura été éclaircie, a enfin indiqué la Défense.

Selon l'agence de presse hongroise MTI, citant des sources policières, les quatre Canadiens ont extirpé le

conducteur de sa voiture. Tandis que trois soldats battaient l'homme, le quatrième est monté dans le véhicule et en est venu aux mains avec une jeune femme de 28 ans qui y prenait place. Une patrouille de police passant par là a procédé à l'arrestation de deux des militaires, les deux autres parvenant à prendre la fuite, a ajouté l'agence de presse.

Un des deux Canadiens arrêtés, en état d'ébriété, a été transporté à l'hôpital, toujours selon les sources policières citées par MTI. L'autre a été escorté jusqu'à la base canadienne de Pees, dans le sud de la Hongrie. Une partie de la force de maintien de la paix dépêchée en Bosnie par les Nations unies est cantonnée dans des pays voisins ou proches de celle-ci.

Un porte-parole du ministère hongrois de la Défense, le colonel Lajos Erdelyi, a déclaré au quotidien Mai Nap qu'en vertu d'une entente passée entre la Hongrie et la force de l'ONU, l'enquête allait être confiée à la police hongroise.



Le Dr Fernand Labrie

SOMMET Les centrales assoient leur position

MONTRÉAL (PC) — Les trois grandes centrales syndicales, la CEQ, la CSN et la FTQ, ont proposé conjointement, hier, cinq solutions pour abaisser le taux de chômage à 8% en 2002, solutions qui seront présentées officiellement lors du Sommet socio-économique, qui doit avoir lieu à la fin octobre.

Ces solutions sont les suivantes: partage du temps de travail, lutte au travail au noir, lancement de chantiers et de projets d'infrastructures, lutte au décrochage scolaire et promotion des études, et enfin les départs anticipés à la retraite. Ce n'est rien de bien neuf comme remède au cancer du chômage, mais le trio syndical croit dur comme fer que la coordination de ces propositions dans une politique nationale en faveur de l'emploi évitera au taux de chômage d'atteindre les 11 ou 12% en 2002.

Même si le partage du temps de travail ou la limite du temps supplémentaire n'ont pas résolu, jusque-là et notamment à l'étranger, le problème endémique du chômage, les centrales syndicales en font leur cheval de bataille.

Selon elles, diminuer la semaine normale de travail de 44 à 40 heures permettrait de créer 40 000 emplois en six ans. « 300 000 personnes travaillent plus de 50 heures au Québec, il faut s'occuper de ce problème », a dit M. Clément Godbout, président de la FTQ. « Le blanchiment du travail au noir » par l'embauche d'inspecteurs et la protection des délateurs pourrait générer 26 000 emplois entre 1997 et 2002, selon M. Godbout, qui calcule que les projets du sommet créeront 54 000 emplois en six ans.

Pour favoriser l'emploi, la présidente de la CEQ, Lorraine Pagé, a pour sa part insisté sur le fait qu'il fallait « maintenir les jeunes aux études ».

« Nous faisons l'effort d'être raisonnables et rationnels, et surtout d'être efficaces », a dit quant à lui le président de la CSN, M. Gérald Larose.

Les anglos défient la loi 86

■ OTTAWA (PC) — Des militants anglophones ont choisi le bastion fédéraliste du Pontiac pour défier la loi sur l'affichage du Québec avec une affiche bilingue de 17 mètres carrés, dans l'intention de forcer le gouvernement à retirer cette loi qu'ils jugent discriminatoire.

En compagnie du maire de l'Île-des-Allumettes-Est, Denzil Spence, et du chef du Parti Égalité, Keith Henderson, le défenseur montréalais des droits des anglophones Don Dondéri a dévoilé hier une affiche faisant la publicité de sa compagnie de consultants en ergonomie.

L'affiche bilingue de 17 mètres carrés est installée sur la grange de Gary Kelly, dans le rang 5 à l'Île-des-Allumettes-Est. Elle contrevient à la loi 86, qui stipule que toute affiche de plus de 16 mètres carrés visible d'un chemin public doit être rédigée uniquement en français, à moins qu'elle ne soit située sur les lieux de l'entreprise qui s'annonce.

M. Dondéri ne s'attend évidemment pas à attirer plus de clients en installant la publicité de son entreprise montréalaise dans cette région plutôt éloignée. S'il a installé son affiche à cet endroit, c'est dans le seul et unique but de voir une plainte déposée contre lui à l'Office de la langue française par son ami Keith Henderson.

HENDERSON IRONISE

« Cette affiche est beaucoup trop grosse, s'est plaint ironiquement M. Henderson, debout sur la charette qui faisait office de tribune aux orateurs. Et regardez ce qu'il y a au milieu: il y a de l'anglais! Cette affiche est une menace à la culture et à la langue du Québec! C'est une humiliation! Je vais aller devant les tribunaux et je vais me plaindre de ce gars. »

La mise en scène de Keith Henderson était d'autant plus ironique que, partout dans le Pontiac, l'anglais s'affiche seul en plusieurs endroits, comme sur ce panneau qui clame « One Canada Undivided » à l'entrée du village de Vinton.

La circonscription de Pontiac est reconnue comme la patrie de la partition depuis que le maire Denzil Spence, qui est aussi enseignant à Pembroke, a obtenu en février dernier les signatures de 16 maires de la région sur une déclaration qui affirme leur attachement au Canada advenant l'indépendance du Québec.

M. Spence continue sa croisade contre le gouvernement péquiste en appuyant la démarche de Don Dondéri. « On en a assez des séparatistes, de l'humiliation, de voir bafoués les droits des minorités », lance le maire de l'Île-des-Allumettes-Est, sous les applaudissements d'une dizaine de membres du groupe West Pontiac Canadian. « Nos ennemis ne sont pas seulement les séparatistes du PQ, mais aussi le Parti libéral du Québec, responsable de la loi la plus récente sur la langue. Mais maintenant, c'est fini et on va nettoyer la cour. »

Don Dondéri, également professeur de psychologie à l'Université McGill et vice-président du Parti Égalité, a profité de l'appui du maire Spence pour installer son affiche en « pays ami ». « Si le gouvernement nous amène en cour après la plainte de M. Henderson, nous allons gagner », affirme M. Dondéri, citant un jugement de 1988 de la cour Suprême (Chaussures Brown v. Procureur général du Québec), qui statuait que la protection du français ne justifiait pas l'interdiction de l'usage d'une langue, en contravention à la Charte des droits et libertés.

Médecine orientale à Vancouver



Un hôpital de Vancouver ouvre ses portes, aujourd'hui, à la médecine orientale. Le tout nouveau Healing Touch center du Vancouver Hospital offrira ainsi des thérapies alternatives aux patients qui en ressentent le besoin. Basés sur des techniques de guérison séculaires, les soins dispensés par les thérapeutes consistent entre autres à « équilibrer les champs énergétiques » du sujet, comme l'expérimente Mme Linda Turner des mains de Brett Lauridsen.

Une grève monstre se prépare à Toronto

■ TORONTO (PC) — Des piquets de grève dressés par des dizaines de milliers de travailleurs syndiqués ainsi que par des militants en faveur des programmes sociaux pourraient paralyser la ville de Toronto, vendredi, et confronter le gouvernement conservateur ontarien à la plus importante démonstration d'hostilité à l'égard de ses politiques de droite depuis qu'il a pris le pouvoir en juin 1995.

La manifestation coïncidera avec l'ouverture du congrès des conservateurs ontariens à Toronto.

Les quatre millions d'habitants de la région de Toronto pourraient vivre une journée d'enfer. Le mouvement de grève pourrait se traduire par une paralysie des transports publics, des écoles, du service de la poste, des principales usines, des bureaux gouvernementaux, des chantiers de construction, des aéroports et de plusieurs autres services.

Pas moins de 1,3 million d'habitants de la région de Toronto prennent chaque jour le train, le métro, l'autobus ou leur automobile pour se rendre au travail. Si le mouvement de manifestation obtient le succès escompté — les organisateurs veulent surpasser les 100 000 manifestants qui s'étaient réunis à Hamilton en février dernier —, le moyen le plus efficace pour se rendre au boulot pourrait s'avérer la marche. Les autoroutes qui sont conges-

tionnées durant les heures de pointe deviendront impraticables vendredi.

« Il sera impossible de se rendre à destination », affirme pour sa part Paul Christie, président de la Commission de transport de Toronto.

La commission tente d'ailleurs d'obtenir une injonction d'un tribunal qui empêcherait les travailleurs syndiqués de dresser des piquets pour paralyser le réseau de transports publics. Le ministère fédéral de la Justice tente de faire de même pour empêcher la fermeture de l'aéroport Pearson, qui dessert chaque jour un million de voyageurs.

Parmi ceux-ci, il y a les nombreux amateurs de sport hippique qui voudront assister à la prestigieuse course de la Breeder's Cup, samedi prochain.

Déjà les automobilistes s'organisent en prévision de cette journée de chaos. Plusieurs prévoient faire du coïtillage et entendent quitter la maison dès 5h le matin. D'autres ont réservé des chambres dans les hôtels pour jeudi soir, ou alors ils entendent passer la nuit chez des amis ou des parents.

Quant aux organisateurs de la manifestation, ils espèrent que la journée de

vendredi se traduira par une mobilisation de la population contre les réductions dans les services.

« Nous nous battons justement pour préserver ces services », a déclaré Linda Torney, présidente du Conseil du travail de Toronto. « Renoncez à ces services pour un jour dans l'espoir que vous pourrez les garder à long terme. »

Les organisateurs espèrent que la population se mobilisera contre les coupures Harris

Des frais de transport élevés aux Travaux publics

HALIFAX (PC) — Des vérificateurs du gouvernement fédéral réclament du ministère des Travaux publics une gestion plus serrée des dépenses encourues par ses employés, notamment en ce qui concerne les frais de transport.

Dans un rapport à l'intention du gouvernement et obtenu en vertu de la Loi d'accès à l'information, les vérificateurs s'inquiètent de ce que des dizaines de millions de dollars soient dépensés en frais de transport par les employés du ministère. Il s'agit principalement de sommes réclamées pour le kilométrage parcouru et qui devraient, en principe, faire l'objet d'une autorisation préalable dans chaque cas.

« Souvent il n'y a pas d'autorisation préalable », déplorent les vérificateurs dans leur rapport de 1995 portant sur des réclamations pour frais de transport totalisant 30 millions \$ dans les bureaux de Halifax, Québec, Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Edmonton et Vancouver du ministère des Travaux publics. Les vérificateurs blâment donc les responsables et leur rappellent qu'ils doivent reconsidérer la nécessité de tous ces déplacements, trouver des alternatives et s'assurer que tout se fasse de la façon la plus économique.

Le ministère donne son autorisation aux réclamations pour frais de kilométrage n'excédant pas un certain montant, mais les vérificateurs croient qu'il serait plus efficace de se pencher sur chaque cas avant que le déplacement ne soit effectué. « Nous pensons que cette façon de procéder serait trop bureaucratique », rétorque pour sa part Louise St-Laurent, directrice des finances au ministère. Elle a d'ailleurs confirmé que les hauts fonctionnaires du ministère et les vérificateurs du gouvernement sont en net désaccord sur la question des frais de transport.

Mme St-Laurent accuse les vérificateurs de créer des complications exagérées. Dans certains cas, explique-t-elle, des formulaires de réclamation ont été jugés irréguliers tout simplement parce que les signatures n'apparaissent pas dans les bonnes cases.

Les vérificateurs se sont penchés sur les opérations du ministère pendant une période de sept mois en 1994. La majorité des réclamations faites concernaient les frais de transport, mais des dépenses de 1 million \$ en allocations de repas ont aussi retenu l'attention. Les hauts fonctionnaires du ministère conviennent qu'il y a eu des abus et ils entendent être plus sévères.

EN BREF

Trois décès sur les routes

Au moins trois personnes ont perdu la vie sur les routes du Québec au cours du week-end. Un homme de 38 ans de Laval, Denis Gauvin, a perdu la vie dans un accident d'automobile survenu vers trois heures dans la nuit de samedi à dimanche dernière à Saint-Lin, dans les Laurentides. Il a perdu le contrôle de son véhicule sur la route 335, pour aller s'écraser contre un arbre. La vitesse et l'alcool pourraient avoir causé la tragédie. Un garçon de 14 ans, Enrico Roussy, a été happé mortellement samedi vers 18 heures, à Grande-Rivière, en Gaspésie, alors qu'il circulait en bicyclette sur la route 138. La visibilité réduite en raison de la pénombre est possiblement en cause. Dimanche, vers 17h45, sur la route 105, à Low dans la région de l'Outaouais, une collision frontale entre deux véhicules a fait un mort et trois blessés. La victime est un homme de 35 ans de Saint-Pierre-de-Wakefield. (PC)

MONTREAL

Nicole Léger succède à Michel Bourdon

Nicole Léger a remporté au premier tour hier l'investiture du Parti québécois dans la circonscription de Pointe-aux-Trembles, dans l'est de l'île de Montréal. Le premier ministre Lucien Bouchard doit déclencher une élection partielle dans cette circonscription d'ici le 18 décembre. Au total, cinq candidats se faisaient la lutte à la succession de Michel Bourdon, qui a démissionné comme député de cette circonscription pour des raisons de santé, le 18 juin dernier. Nicole Léger est la fille de l'ancien ministre Marcel Léger. (PC)

LAC BARRIÈRE

Barricade autochtone

Des Algonquins du lac Barrière partent en guerre contre les compagnies forestières et les gouvernements fédéral et provincial. Un groupe de 150 membres de la bande autochtone, située à une centaine de kilomètres au nord de Maniwaki, compte ériger tôt ce matin une barricade pour empêcher les « coupes à blanc » de pins gris faites par Domtar et d'autres sociétés forestières. Une porte-parole du groupe a accusé hier Ottawa, Québec et les compagnies forestières de s'être discrètement entendus pour tuer un accord empêchant les coupes de bois dans le Parc de La Vérendrye. « On veut manifester pour protéger nos coutumes et nos traditions », a déclaré Wanda Thusky, convaincue que le mouvement de protestation se ferait dans le calme. (PC)

Montréal veut un gel des salaires

L'administration municipale entend geler le salaire de ses 12 000 employés en 1998, 1999 et 2000. La ville dit vouloir, en agissant de la sorte, réduire de 6% l'écart entre les employés municipaux et ceux occupant des emplois équivalents dans d'autres secteurs. L'écart qui existe entre la rémunération globale des employés municipaux et celle des autres travailleurs des marchés de référence varie selon les catégories d'employés. La rémunération actuelle moyenne de plusieurs types de professionnels à l'emploi de la ville de Montréal est plus élevée de 24%. Chez les cols blancs, leur avantage se chiffre à 21%. (PC)

ÉCOLE MARTEL DANSE SOCIALE
Valse (nuptiale) cha-cha-cha rock'n'roll, etc.
624-2007 OU 523-7252
530-B, 63e Rue Est, Charlesbourg

*****MÉDECINS*****
CLINIQUE MÉDICALE À VENDRE
- En bordure de la région de Québec
- Plus de 8000 dossiers actifs
- Possibilité d'agrandissement
- Très rentable
- Capital requis: 25 000\$
Jean Corriveau
628-5677 ou 652-9220
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE GCS COURTIER

KOM-TUM
Sushi bar - Mets vietnamiens
Du lundi au mercredi de 4 à 8
SPECIAL SUSHI 1\$ et
Entrée de rouleaux impériaux à 1,25\$
269, rue St-Jean, Québec
648-8967

Du vrai ski hors piste...!

Skican
Des Forfaits de Ski de Qualité

Présente

Le Salon National du Ski et Snowboard de Québec

À GAGNER

Un voyage pour 2 personnes, hébergement et billets de ski à BANFF/Lake Louise via Air Canada

Une invitation de

AVALANCHE McDonald's TÉLÉ4 CHL LE SOLEIL Bell Mobilité

Le Salon National du Ski et Snowboard de Québec

Déposez ce coupon dans le baril au stand de Skican du 25 au 27 octobre 1996 aux Galeries de la Capitale.

Le concours débute le 20 et se termine le 27 octobre 1996

NOM: _____ ÂGE: _____
ADRESSE: _____
VILLE: _____
CODE POSTAL: _____ TÉL. BUR.: _____
RÉS.: _____

Tout participant doit avoir 18 ans ou plus. Dans le cas contraire, tout coupon gagnant sera automatiquement annulé et non-transférable à des parents ou amis.

Aucune photocopie ne sera acceptée. Tout coupon gagnant doit absolument être déposé dans la boîte au stand de Skican.

Avez-vous déjà fait un voyage de ski (5 jours min.)? Ou Non Oui

Avez-vous déjà skié dans l'ouest canadien ou au Colorado? Ou Non Oui

Souhaitez-vous être sur la liste d'envoi de Skican? Ou Non Oui

Le gagnant devra répondre à une question d'habileté mathématique. La valeur des prix offerts est d'environ 1 900\$. Les règlements de ce concours sont disponibles au Salon du ski et snowboard de Québec.

LE MONDE

Gore et Clinton éclaboussés

Selon *Newsweek*, un baron de la drogue a financé les démocrates US

■ WASHINGTON (AFP, Reuter) — Le Parti démocrate américain a accepté une contribution de 20 000 \$ d'un trafiquant de drogue d'origine cubaine, Jorge Cabrera, qui a ensuite été reçu à dîner à la Maison-Blanche par le vice-président Al Gore en novembre 1995, affirme l'hebdo *Newsweek*.

Cabrera, accueilli à la Maison-Blanche le 30 novembre 1995 après avoir versé le don, a été arrêté quelques semaines plus tard pour avoir tenté de faire entrer 2649 kilogrammes de cocaïne aux États-Unis via Cuba, précise le magazine du 28 octobre.

Des membres du Comité national du Parti démocrate ont déclaré à *Newsweek* ne pas savoir que Cabrera était un trafiquant de stupéfiants, précise le communiqué du journal, qui ajoute que le casier judiciaire de Cabrera remonte jusqu'à 1985.

Les lois américaines sur le financement des campagnes permettent à des étrangers et des entreprises étrangères de donner des contributions si les fonds ont été générés aux États-Unis et si les donateurs sont résidents légaux aux États-Unis.

Toujours selon *Newsweek*, l'un des plus gros donateurs du candidat républicain Bob Dole est un magnat du sucre, Jose Fanjul, ressortissant cubain installé en Floride avec un passeport espagnol.

Cet article paraît alors que les Républicains multiplient les attaques, à deux semaines de scrutin présidentiel sur le versement aux démocrates de 425 000 \$ par un couple indonésien.

Le Parti démocrate a tenté de taire la polémique en mettant fin vendredi aux fonctions de John Huang, qu'il avait chargé de collecter des contributions financières au sein de la communauté américano-asiatique.

CLINTON PRIS À PARTIE

Par ailleurs, un vif échange a éclaté hier au cours d'une séance d'appel de

fonds à Teaneck dans le New Jersey, entre le président Clinton et une dame présente dans l'assistance.

Une femme a bruyamment critiqué l'embargo américain contre Cuba, ainsi que le blocus imposé à l'Irak et ce qu'elle a appelé « la guerre » de l'administration américaine « contre les pauvres », a-t-on constaté.

M. Clinton a dans un premier temps tenté de calmer l'intervenante en répondant « nous avons reçu votre message », avant d'essayer de reprendre la parole. Mais voyant qu'il ne pouvait faire cesser ses cris, le président s'est engagé dans un vif échange qui a duré près de cinq minutes.

« Premièrement, nous n'avons pas tué un million de personnes avec le blocus de l'Irak », a-t-il lancé.

Le président irakien « Saddam Hussein aurait pu obtenir de la nourriture et des médicaments pour ses enfants il y a trois ans et il a refusé », a-t-il poursuivi, faisant allusion à un accord qui aurait permis à l'Irak de vendre une partie de son pétrole en échange de ravitaillements humanitaires.

« C'est le plus gros mensonge que j'ai jamais entendu », a lancé Bill Clinton dans un mouvement d'humeur, ajoutant: « Saddam Hussein opprime son peuple, nous ne le faisons pas ».

« Ceci n'est pas un lieu public. Elle n'a pas le droit d'être là », a-t-il dit en se tournant vers les organisateurs de la réunion tenue dans un hôtel. Mais la femme est revenue à la charge.

DEUXIÈME INCIDENT

Mais son interlocutrice n'a pas désarmé, parlant d'une « guerre contre les pauvres ». Le président a répondu qu'il avait sensiblement réduit le niveau de pauvreté chez les femmes et les enfants.

« J'aime ça, c'est amusant », a-t-il plaisanté au sujet de cet échange impromptu.

Il s'agit du deuxième incident de ce type en une semaine. Bill Clinton s'était fait insulter jeudi à San Diego (Californie) par une passante alors qu'il faisait son jogging sur la plage, au lendemain du débat qu'il a gagné face à Bob Dole.

JAPON



Ryutaro Hashimoto a eu chaud...

Libéraux réélus

Le Parti libéral démocrate (PLD, conservateur) a réalisé un retour en force aux commandes du Japon. La formation du premier ministre Ryutaro Hashimoto s'est en effet octroyé cette fois-ci une position dominante dans le gouvernement en frôlant la majorité absolue lors des élections législatives d'hier. Au vu des résultats, M. Hashimoto est assuré d'être reconduit à la tête du gouvernement nippon. Le PLD avait gouverné seul le Japon de 1955 à 1993, avant de voir sa confiance sérieuse entamée par une série de scandales. Selon la chaîne de télé NHK, le PLD a remporté 239 des 500 sièges que compte la Diète (chambre basse du parlement), laquelle nomme le premier ministre. (AP)

FRANCE

En chute libre

Jacques Chirac, le président, et son premier ministre Alain Juppé poursuivent leur plongée dans les sondages, et les deux dirigeants gaullistes (RPR) frôlent désormais des records d'impopularité. Selon un sondage mensuel de l'institut IFOP publié par le *Journal du dimanche*, Juppé, avec 21% de « satisfaits » et 69% de « mécontents ». Selon ce sondage publié hier, et réalisé du 10 au 18 octobre, Chirac ne recueille que 28% d'opinions favorables. (AFP)

FINLANDE

Eurosepticisme

L'opposition centriste et les eurosceptiques sont sortis vainqueurs des premières élections européennes en Finlande, hier. Les centristes ont obtenu 24,4% des voix contre 21,5% aux sociaux-démocrates, un recul de 7%, qui dirigent une large coalition gouvernementale. En revanche, le parti du premier ministre Paavo Lipponen arrive en tête des élections municipales avec 24,5% des voix contre 22% aux centristes. Depuis son adhésion à l'Union européenne en 1995, la Finlande était représentée par 16 eurodéputés désignés selon le rapport de forces de l'ancien parlement d'Helsinki. (AFP)

AFGHANISTAN

L'état se resserre

Kaboul, la capitale aux mains des Talibans, a été bombardée hier par les forces du commandant Massoud désormais à moins de 20 km au nord de la ville, vers laquelle font aussi mouvement les troupes du général nordiste Dostam. Les troupes de Massoud, fidèles au régime du président renversé Rabbani, ont bombardé l'aéroport situé dans la zone urbaine de Kaboul, frappée pour la première fois depuis que la milice religieuse des Talibans, des « étudiants en théologie », a investi la ville le 27 septembre dernier. (AFP)

BRÉSIL

Le zoo humain

Une cage de 32m² du zoo de Sorocaba (près de Sao Paulo) occupée par une famille d'humains, à côté d'une cage de chimpanzés, a attiré hier un public record de 3500 personnes. Représentant la famille de l'« Homo Urbanus », un couple de biologistes et employés du zoo, ainsi que leurs enfants de 4 et 5 ans, ont passé la journée comme s'ils étaient chez eux dans la cage, récemment habitée par une famille de babouins. Il s'agissait de démontrer que l'homme fait aussi partie de la nature. Un frigo, un divan, une télé, un four micro-ondes, un ordinateur et un téléphone cellulaire meublaient la cage. Des pancartes indiquaient les noms populaires de l'espèce, sa distribution géographique, ses mesures moyennes et des données sur son comportement et ses habitudes alimentaires... (AFP)

USA: pluies diluviennes dans l'Est

BOSTON (Reuter, AP, PC, AFP) — Des pluies diluviennes ont continué de s'abattre sur la Nouvelle-Angleterre, hier, et un garçonnet de 12 ans a été tué dans l'État de New York par la chute d'un arbre déraciné par le vent.

Des milliers de personnes sont sans électricité, les routes et les maisons inondées ne se comptent plus. Les autorités locales ont proclamé l'état d'urgence dans plusieurs villes du nord du Massachusetts.

L'ensemble du nord-est américain est concerné par les intempéries. À New York, les précipitations ont atteint samedi 10,7 cm à Central Park et 10,3 cm à l'aéroport La Guardia, temporairement fermé après qu'un avion eut glissé sur la piste, lâché par son train d'atterrissage. Tous les passagers ont été évacués sains et saufs.

Hier matin, 24 monteurs d'Hydro-Québec se sont dirigés vers le sud de l'État de New York, pour prêter main forte à leurs confrères US aux prises avec de nombreuses pannes.

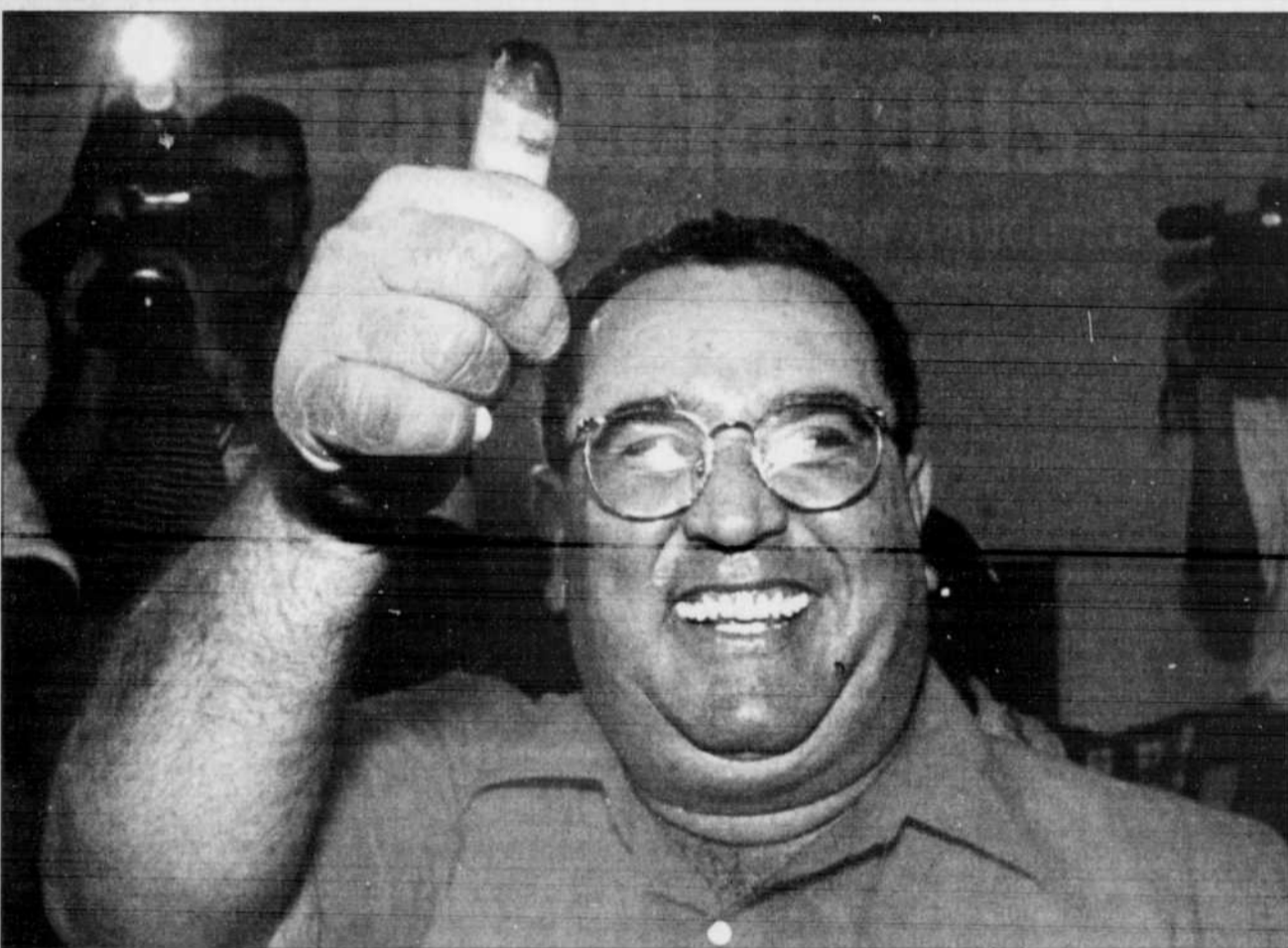
«LILI» SE CALME

Par ailleurs, le cyclone *Lili* semblait perdre de l'intensité vers le sud des Bermudes après avoir balayé les Bahamas, samedi, frappant de plein fouet les îles de Great Exuma et Long Island, au centre de l'archipel, où d'importants dégâts matériels ont été signalés.

Samedi, le cyclone a été particulièrement dévastateur pour la localité de George Town, 800 habitants, dans l'île de Grande Exuma, mais n'a pas fait de victimes. La veille, *Lili* s'était abattu sur Cuba avec des pluies torrentielles et des vents violents qui ont détruit au moins 70 maisons sur l'île.

EN INDE...

La situation est bien pire en Inde. Des pluies torrentielles et des inondations ont fait 113 morts et des milliers de sans-abri depuis quatre jours dans le sud de ce pays...



Arnoldo Aleman, président de l'Alliance libérale, menait légèrement sur son rival sandiniste Daniel Ortega, avant le scrutin pour l'élection présidentielle qui se déroulait hier au Nicaragua.

Retards électoraux au Nicaragua

MANAGUA (Reuter, AFP) — L'élection présidentielle d'hier au Nicaragua s'est déroulée dans la confusion, avec d'importants retards dans les bureaux de vote, mais aucun incident grave n'a été signalé et la participation au scrutin a été importante.

Les premiers résultats sont cependant attendus ce matin. De nombreux bureaux de vote sont restés ouverts après l'heure officielle de fermeture pour compenser un démarrage chaotique dû à des problèmes techniques.

Même le bureau où la présidente, Violetta Chamorro, devait voter a ouvert avec deux heures de retard.

« Je suis ici depuis des heures, Je suis malade de rester debout comme cela, mais si je ne le fais pas et que ce

sont les autres qui gagnent, j'en perdrai le sommeil », a résumé une électrice de Managua, Marla Bermudez, 29 ans, qui attendait toujours de voter, avec une centaine d'autres personnes, à 18h, heure à laquelle le scrutin aurait dû être clos. On a décidé de laisser les bureaux ouverts le nombre d'heures pendant lesquels ils étaient demeurés fermés.

Les deux principaux candidats étaient Arnoldo Aleman, ancien maire de Managua, qui a parmi ses partisans des exilés longtemps alliés à une dictature de droite, et Daniel Ortega, l'ancien président du régime sandiniste qui dirigea le gouvernement révolutionnaire marxiste de 1979 à 1990.

Si aucun candidat n'obtient 45% au

premier tour, un second tour opposera les deux premiers à la fin novembre ou au début décembre.

Le dernier sondage CID-Gallup publié cette semaine crédite l'ancien maire de Managua de 40,5% des suffrages. Alors qu'il dominait de très loin l'ancien président, il y a peu, sa cote s'est effritée pour n'être plus désormais qu'à 2,6% de son rival.

Il y avait au moins 23 candidats à la présidence, la plupart appartenant à des petites formations centristes qui ne recueilleront qu'une fraction des suffrages. Les Nicaraguayens devaient également élire un vice-président, 90 députés fédéraux, 20 parlementaires, 145 maires et 145 conseillers municipaux.

Plus de 110 000 réfugiés fuient les combats entre l'armée et des rebelles tutsis du Zaïre

■ BUJUMBURA (AFP, AP) — Plus de 110 000 réfugiés hutus, burundais et rwandais, ont fui depuis mardi leurs camps en raison des violences dans l'est du Zaïre entre l'armée zaïroise et des rebelles de la minorité tutsie de ce pays.

Selon ces sources, jointes par téléphone depuis Bujumbura, la majorité se dirige vers le nord, en direction de Bukavu, la capitale du Sud-Kivu, province zaïroise frontalière avec le Rwanda et le Burundi.

La panique a d'abord touché les camps de Runingo, Kahanda et Kagunga, situés à une vingtaine de kilomètres au nord d'Uvira, puis s'est étendue aux camps de Luvungi et Luberizi, près de la frontière rwandaise.

LES AFFRONTEMENTS

La région d'Uvira compte 220 000 réfugiés venus du Rwanda et du Burundi. C'est donc un réfugié sur deux de cette région qui a fui.

Les affrontements, qui opposent l'armée zaïroise à des bandes armées banyamurenge (Tutsis originaire du Rwanda), se poursuivaient hier matin à Brwegera, à une cinquantaine de km au nord d'Uvira.

La zone de Kiliba (20 km au nord), où se trouve l'aérodrome d'Uvira, semblait avoir retrouvé son calme.

Des tirs d'armes automatiques et de mortiers avaient été entendus au sud d'Uvira, brièvement samedi matin, puis dans la soirée, plus longuement. La ville d'Uvira, frontalière du Burundi, est demeurée calme.

Des sources humanitaires avaient établi samedi à au moins 31 morts — 28 villageois et trois Banyamuren-

ges — le bilan des affrontements, qui ont commencé dans la nuit de jeudi à vendredi. Le gouvernement zaïrois a pour sa part fait état de 25 morts « parmi les assaillants et la population locale ».

Le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) avait suspendu dès vendredi ses activités dans plusieurs camps de la région.

Selon un étranger résidant à Uvira, il restait samedi moins de 50 expatriés dans la ville, notamment des Hollandais, Américains, Canadiens, Français et Belges, contre environ 90 au début octobre, avant le début des évacuations des expatriés.

CONTRE LES TUTSIS

Les montagnes surplombant Uvira sont depuis début septembre le théâtre de violents affrontements entre l'armée zaïroise et des bandes armées banyamurenge.

La population autochtone a fui cette zone, qui n'est plus ravitaillée en raison de l'insécurité.

Les Banyamurenge revendiquent la nationalité zaïroise, que leur contestent les autorités de Kinshasa.

Selon des sources humanitaires, des hommes armés se sont infiltrés ces derniers jours au Zaïre à partir du Burundi. Ils voulaient gagner les montagnes avoisinant Uvira mais ont été interceptés par l'armée zaïroise.

Le Zaïre a plusieurs fois accusé le Rwanda d'avoir enrôlé et équipé quelque 3000 Banyamurenge qui se sont infiltrés par la suite dans la région d'Uvira, en passant par le Burundi. Kigali et Bujumbura rejettent ces accusations.

L'armée burundaise, dominée par la minorité tutsie, a une nouvelle fois vendredi démenti « catégoriquement » favoriser le passage de « Banyamurenge en armes » au Zaïre voisin.